

LE MONDE APRES LA GUERRE

La seconde guerre du Golfe est finie, et les masques sont tombés.

Les femmes et les hommes de bonne foi qui ont pu croire, jusqu'en Janvier, à une guerre pour le Droit, qui, même après le 15 Janvier, ont espéré en une guerre pour la libération du Koweït et pour la démocratie, qui adjuraient les "pacifistes" de comprendre le double jeu de la politique du Président français (participer à la guerre américaine pour être en mesure de peser sur l'Après-Guerre), ceux-là, les yeux dessillés par la "semaine des dupes" du 15 au 23 février, ont dû se rendre à l'évidence !. Il ne s'agissait de rien de moins que de la destruction d'un Etat, de la lapidation d'un peuple. Certes, le prétexte était excellent: la folle agression de Saddam Hussein, sa stupide obstination, ses promesses de nouveaux crimes, même pas suivis d'effets... Mais dès que le criminel fit mine de capituler, on vit l'acharnement des justiciers, grignotant chaque minute de bombardement : "Pas si vite ! Il reste encore un pont debout, encore une usine en état de marche, encore une canalisation à crever !".

Plus honteuse encore (si l'on ose dire) fut la paix (ou déjà la troisième guerre du Golfe?). Sitôt revenue, comme les émigrés de Koblenz qui n'avaient rien retenu et rien appris, la dynastie des Al-Sabah entendit rétablir sa dictature patrimoniale au mépris des forces démocratiques de la résistance Koweïti. Quand à l'Armada du Droit, dont le chef suprême Georges Bush venait à peine d'appeler le peuple irakien à l'insurrection contre Saddam, elle adopta, dès l'insurrection déclenchée du Nord au Sud de l'Irak, et à l'écoeurnement de ses propres officiers, l'attitude de Bismark face à la Commune de Paris : rendre au régime vaincu les moyens de réprimer dans le sang l'insurrection populaire. En violation d'un accord de cessez-le-feu à peine signé, les hélicoptères de Saddam eurent droit de redécoller pour asphyxier (comme trois ans auparavant !) kurdes et chiïtes...

Un monde nouveau se lève sur les décombres de l'Irak, à l'opposé de celui que promettait la chute du mur de Berlin. Un monde à nouveau coupé en deux, mais cette fois entre le Nord (et ses honorables correspondants dans les palais du Sud) et le Sud (et ses ambassadeurs dans les banlieues du Nord).

LE CAS SADDAM

Tout avait pourtant bien commencé. La condamnation de l'Irak, après tant de crimes impunis, était pour la première fois assortie de sanctions immédiates. Enfin, les Nations-Unies devenaient l'architecte et l'exécutant d'un monde de droit... On ne s'inquiéta pas trop de cette confusion du judiciaire et de l'exécutif (on eut tort: en évinçant d'emblée la Cour de La Haye, on a peut-être déjà choisi d'évacuer toute solution fondée sur le Droit). Très vite aussi les protestations fusèrent: ces "justiciers" avaient couvert tous les crimes du Baas irakien (l'agression de l'Iran, le gazage des Kurdes...) et laissé passer tant de crimes équivalents... On les fit taire : "Il faut bien commencer un jour. Commençons par Saddam: on verra ensuite pour les autres".

Mais était-ce bien crédible ? Allait-on voir, dès le Koweït libéré, un nouvel embargo imposer à Israël le respect de la résolution 242 (sans parler de la 181 créant l'Etat Palestinien) ? Imposer à la Turquie l'évacuation de Chypre ? A la Syrie, celle du Liban ? On peut aujourd'hui parler sur l'avenir. Certes, jamais comme après cette guerre on n'entendit dans les chancelleries d'aussi fermes déclarations : "Cette fois, il faut faire quelque chose pour les Palestiniens... pour le Liban... régler le problème Cypriote..."². Il semblerait qu'une dette ait été contractée à l'égard de l'Ideé de Droit. Cette dette sera-t-elle honorée ? Je le souhaite ardemment. Mais ce n'est pas seulement le passé (l'Avant-2 Août) ou le présent (le traitement de la question kurde) qui m'inquiètent. A mon sens, la composition même du front anti-Saddam, après le 2 Août (et non avant) augure aussi négativement de l'avenir que le passé plus lointain. Car c'est après le 2 Août et la Résolution 660 que M. Moubarak organisa le grand bond en arrière de la démocratie égyptienne, après le 2 Août que la Syrie se vit reconnaître la tutelle sur le Liban, c'est après le massacre de l'esplanade d'Al-Aqsa (le 8 Octobre) qu'Israël foula aux pieds une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité, c'est le 6 Novembre que l'Arabie Saoudite, qui accueillait sur son sol une armée de l'ONU,

renia cyniquement la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en réprimant une manifestation de femmes prétendant exercer leur droit, c'est le 14 janvier que l'URSS intervint en Lithuanie, le 15 Janvier, avant toute chute de Seud, qu'Israël imposa un couvre-feu permanent et préventif sur les Territoires Occupés... Et on s'étonna de voir quelques Palestiniens enfermés danser sur les toits en voyant tomber quelques Scud ! Mais qu'avait fait l'ONU ? Qu'avait fait *La Paix Maintenant* quand Shamir et Sharon prirent cette décision ?

Comment les défenseurs de la Croisade du Droit ont-ils pu oublier un seul instant la propriété fondamentale du Droit : l'Universalité ? Qu'un droit qui d'emblée ne s'exerce qu'en faveur des riches Koweïtiens et qu'on oublie dès qu'il s'agit des Palestiniens parqués dans leur ghetto, non seulement ne mérite pas le nom de droit, mais ridiculise l'idée de Droit ?

La première vérité sur la guerre du Golfe était évidente, dès les premiers jours, pour qui savait lire: ni plus ni moins que la destruction, le démantèlement de la puissance irakienne. S'il s'agissait d'obtenir l'évacuation du Koweït, l'embargo aurait suffi : croit-on que les Sud-Africains avaient moins à perdre en renonçant à l'apartheid que Saddam en renonçant à un Koweït privé de toute utilité par ce même embargo ? Pourtant l'embargo passeroit sur l'Afrique du Sud parvint en quatre ans à des résultats décisifs. Le problème avec l'embargo sur l'Irak, c'est qu'il risquait de marcher beaucoup plus vite. "*Scénario catastrophe*", avoua-t-on bien fort en février (mais dès le mois d'Août, *mezzo voce*) : Saddam se retirait du Koweït avec son complexe militaro-industriel intact !

Il faut reconnaître là un véritable problème que les adversaires de la guerre (et donc partisans de l'embargo: appelons-les ici les "pacifistes") ont trop laissé dans l'ombre. La puissance militaire de l'Irak, à laquelle avaient contribué tous les Etats de la coalition, URSS comprise, du temps de la première guerre du Golfe, combinée avec la nature impérialiste du Baas irakien, constituait un véritable danger permanent pour la région. Les buts de l'embargo auraient dû être étendus (par une résolution spécifique) au désarmement non-conventionnel de l'Irak, à un redimensionnement de son armement conventionnel³.

Est-ce une raison pour traiter les "pacifistes" de "Munichois" ? Munichois sont ceux qui cèdent devant un nouvel Hitler. Passons sur la pertinence (mille fois dénoncée) de l'assimilation "Saddam = Hitler", qui revient à banaliser la Shoah, voire à la nier⁴. Mais alors comment appeler ceux qui ont armé Saddam-Hitler quand il agressait l'Iran, qui l'ont défendu jusqu'au bout dans la Première Guerre du Golfe (tels les USA allant abattre un Airbus civil iranien sans exprimer l'ombre d'un remords), qui ont refusé de le condamner quand il gazait les Kurdes ? Des "Kollabos".

Comment alors comprendre ce retournement des Kollabos contre leur allié ? Comme toujours : d'abord pour faire disparaître les traces de leur complicité. Il y a un aspect "exécution du monstre de Frankenstein" dans l'affaire, dont le cas Noriega aura été la répétition générale. Nasser a toujours soutenu que Saddam Hussein était, lui aussi, un agent de la CIA. En tout cas, il servit fidèlement les intérêts apparents de l'Occident jusqu'à ce qu'un jour celui-ci s'alarme de l'autonomie croissante du petit monstre. Il fallait le détruire, et pour cela saisir sa première erreur, voire lui tendre un piège⁵.

Mais (comme Noriega), l'ancien allié réussit immédiatement à polariser autour de lui la haine latente des masses contre "le Sionisme et les Américains". Dans tous les pays arabes qui avaient, depuis quelques années, connu un début d'évolution démocratique (Algérie, Tunisie, Jordanie, Yémen), la mobilisation populaire détermina la position de leur gouvernement. Seules les dictatures (sauf deux: Mauritanie et Soudan) soutinrent la coalition. La mobilisation anti-coalition fut même une grande occasion d'émancipation de l'opinion publique marocaine contre le pouvoir d'Hassan II. C'était à prévoir, malgré l'aveuglement volontaire des intellectuels du camp belluciste⁶. Pourtant cette haine *pouvait* être désamorcée: il eût suffi que le Conseil de Sécurité prit l'engagement solennel de régler parallèlement le problème palestinien, de faire appliquer la résolution 242. Mais c'eût été "verser une rançon à l'agresseur" ! Drôle de raisonnement: la 242 n'avait guère qu'un petit quart de siècle d'ancienneté sur la 660... On préféra donc la tactique habituelle: face à une "créature de Frankenstein" (hier l'Iran, aujourd'hui l'Irak), rassembler une coalition d'aussi présentables créatures (de Fald à Assad)... préparant ainsi une Troisième Guerre du Golfe.

Pourquoi ce choix apparemment absurde ? Parce que le nationalisme arabe et islamiste renaissant autour de Saddam dépassait très largement le danger représenté par le seul régime baassiste. Derrière le régime, c'était l'Etat-nation irakien qui devenait dangereux : seul pays du Machrek à peu près viable, réunissant à la fois pétrole, eau et population, candidat à la puissance nucléaire dans un monde arabe lui-même en proie à la fièvre islamiste, dernier défi à l'arrogance occidentale après la débâcle du communisme ?

Détruire l'Irak, tel était donc le premier objectif de cette guerre. L'Irak, en tant que pays, et pas tant le régime baassiste, ni même le pouvoir de Saddam Hussein. Certes, G. Bush aurait préféré que surgisse du sein de la dictature un successeur plus présentable et plus soumis. Mais entre le maintien de Saddam et une révolution menée par l'opposition irakienne (où se retrouvaient kurdes, islamistes, communistes, etc...), le choix fut vite fait : le général Schwartzkopf se vit interdire la poursuite de l'anéantissement de la Garde républicaine une fois le Koweït libéré (ce qui est parfaitement normal), mais en outre il dut, en violation de l'accord du cessez-le-feu, autoriser les hélicoptères de Saddam à écraser l'insurrection.

La destruction (volontaire ou erronée) de l'abri civil, le 13 février, coup équivalent à la destruction de l'Airbus iranien dans la guerre précédente, avait servi de révélateur quant à la véritable cible de l'acharnement américain⁸. Mais qui protesta lorsqu'on apprit que, dès l'attaque du 17 Janvier, le peuple de Bagdad avait été privé d'eau et d'électricité ? Au total, l'Irak aura reçu l'équivalent de plus d'une douzaine de bombes d'Hiroshima. Même après l'évacuation du Koweït, la reconstruction lui est restée interdite. Le peuple irakien, ramené des dizaines d'années en arrière, patauge entre les ruines dans les flaques polluées, menacé par la famine et les épidémies⁹.

Le coût de cette victoire (la lapidation d'un peuple) est évident: la haine de toute une région, le discredit des valeurs occidentales, le triomphe probable de l'islamisme dans plusieurs pays. Ce coût, selon toute probabilité, a été intégré par les décideurs. Il dépassait pourtant l'avantage de la destruction de l'Irak. On a donc considéré en haut lieu que, *de toute façon*, les tensions entre Nord et Sud ne pouvaient que s'accroître, et que des intérêts supérieurs étaient en jeu, qui dictaient, dès aujourd'hui, une politique de force. Lesquels ? C'est ce qu'il faut maintenant examiner.

Mais avant de discuter les deux "mobiles réels" couramment invoqués pour expliquer ce gâchis, nous devons faire une mise en garde méthodologique. Une guerre ne s'explique pas entièrement par ses résultats, même s'ils figurent au titre de ses objectifs, avoués ou non, dans la tête des décideurs. La dynamique de la "marche à la guerre" fait intervenir de multiples déterminants, notamment psychologiques voire psychanalytiques. C'est parfaitement évident dans le cas du perdant, mais aussi dans le cas des vainqueurs. Ainsi, les discours "machistes" de Bush contre Saddam trahissent une volonté d'effacer l'humiliation du Viet Nam, mal guérie par les ridicules opérations de La Grenade et de Panama. Cette volonté de "montrer qu'on en a" fut probablement déterminante dans le soutien final (et pas évident, à l'origine) de l'opinion publique. Toutefois, les "intérêts profonds" que nous allons maintenant aborder furent déterminants dans l'acquiescement des "personnes raisonnables". Nous disons "intérêts" et non pas "causes": il s'agira de *résultats escomptables* de la guerre, de plus en plus clairement perçus au fur et à mesure de la marche à la guerre, et non pas de "causes prochaines", au sens où le furent l'invasion du Koweït et la volonté de revanche américaine.

UNE GUERRE POUR LE PETROLE ?

Telle est l'analyse massivement reprise par les pacifistes, mais aussi largement acceptée par l'opinion publique, et parfois cyniquement avouée par les dirigeants occidentaux (de Georges Bush à Michel Rocard), ou même par des intellectuels du camp belluciste. Cette analyse est évidemment largement justifiée, mais elle doit être fortement nuancée et approfondie.

Ecartons d'emblée une version grossière de l'argument : il s'agirait à *court terme* (c'est-à-dire dès le 2 Août 1990) d'interdire à l'Irak de prendre le contrôle du marché pétrolier. Dès l'automne, Zbigniew Brzezinski (ancien conseiller de J. Carter) soulignait que, dans ce cas, les renforts dépêchés immédiatement en Arabie Saoudite suffisaient amplement, qu'il n'était même pas nécessaire de libérer le Koweït¹⁰. Voyons en effet les chiffres. L'Irak représente 4,5 % de la production mondiale de brut, l'Arabie Saoudite 12%¹¹. La conquête du Koweït rapportait à l'Irak 3% supplémentaires. Mourir pour 3% ? Dérisoire.

Certes, l'affaire apparaît plus sérieuse quand on rapporte les 3 % koweïtiens au volume *exportable*, disponible sur le marché mondial, et plus particulièrement à la force de frappe de la principale instance de régulation de ce marché : l'OPEP (36,9 % de la production mondiale). Il faut en effet se souvenir que le premier producteur mondial, l'URSS (19,5 %) est de moins en moins capable d'exporter, et que le second producteur, les Etats-Unis (13,7 %), importe déjà près de 50 % de ses besoins.

Au sein de l'OPEP s'opposent traditionnellement deux lignes depuis 1973. D'une part, les pays à population clairsemée et repue, qui cherchent à maximiser sur longue période leurs revenus rentiers. La stratégie de ces pays doit éviter que des prix trop élevés (disons : supérieurs à 15 \$ le baril) n'incitent les pays consommateurs à faire des économies d'énergie, ou à rechercher des ressources de substitution. Le bloc des "pétromonarchies" du Golfe, avec un gros tiers de la production de l'OPEP, est le bastion de cette ligne. En face, les pays à forte population cherchent au contraire à maximiser la rente dans le court terme pour la réinvestir, à bon ou mauvais escient (en plate-formes industrielles ou en armements). L'Algérie, l'Iran, l'Irak (un petit tiers de l'OPEP) représentent cette seconde ligne et visent un prix de l'ordre de 25 \$ le baril. Les deux groupes se sont affrontés à la conférence de Juillet 1990, l'Irak obtenant le chiffre-cible de 21 \$, et le Koweït augmentant sa production pour faire baisser les cours. Cet affrontement fut l'un des prodromes du conflit et sans doute la cause directe de l'invasion irakienne.

L'annexion du Koweït revenait en effet à déplacer quelques 10 % de la production OPEP d'un camp à l'autre. Surtout, elle déplaçait vers l'Irak les revenus du Koweït qui, de fait, fonctionnait comme une enclave de la finance occidentale en terre arabe, puisque la famille Al-Sabah accumulait ses revenus essentiellement en Occident. Il s'agissait donc à la fois d'une "réarabisation" d'une partie non-négligeable de la rente pétrolière, et surtout d'un point marqué par les partisans du prix fort.

Certes. Mais tout cela fut immédiatement contré par l'embargo et la hausse de la production saoudienne. Dès le début de la guerre (le 17 Janvier) le pétrole se stabilisa au prix "Vienne-Juillet 90", et cela *sans* la production de l'Irak et du Koweït, et malgré un hiver plutôt froid. Et la défaite militaire de l'Irak provoqua un véritable effondrement des cours.

Non, le monde occidental n'avait pas besoin du petit bradeur koweïtien pour s'adonner à son overdose pétrolière. Pas à court terme, du moins.

C'est très tardivement que le Président Bush allait donner la véritable clé, confirmant l'analyse des écologistes hostiles à la guerre. Le 19 Février 1991, il dévoilait le plan énergétique des Etats-Unis pour les vingt prochaines années. Contre toute attente, il prônait une accélération générale de la consommation pétrolière, refusait toute taxe sur les carburants, éclairant rétrospectivement son hostilité envers la stabilisation des émissions de CO₂ devant la Conférence Mondiale sur l'Atmosphère de l'automne 1990 à Genève. Dès lors, ce n'était plus aux flux, mais aux stocks qu'il fallait se référer. Et à l'horizon 2030, il apparaît que l'Arabie Saoudite représente 40 % des réserves prouvées... et le bloc Irak-Koweït 30 % ! Cela, bien entendu, dans l'hypothèse de la poursuite du modèle de développement "énergivore" où s'illustrent les Etats-Unis (qui consomment deux fois plus d'énergie par dollar de PNB que l'Allemagne ou le Japon).

La guerre du Golfe était donc bel et bien une guerre *pour* le pétrole... mais *contre* les économies d'énergie, *pour* la dérive de l'effet de serre et *contre* le choix d'un modèle de développement soutenable¹². A ce rythme en effet (celui qui conférerait aux pays du golfe un poids décisif sur le marché du brut vers le premier quart du prochain siècle), la température moyenne de la planète se sera élevée de 2 à 4 degrés, soit l'ampleur de la fluctuation du cycle des glaciations. Mais alors que l'humanité ne comptait que quelques millions d'habitants lors des derniers renversements climatiques (qui s'étendaient sur des dizaines de millénaires), ce sont 10 milliards d'êtres humains qui auront, au cours des quarante ans à venir, à se déplacer pour s'adapter aux changements climatiques, dans un contexte de "monde fini" aux tensions raciales exacerbées !

Ce choix a fait dire à un diplomate français "*La politique énergétique des Etats-Unis, c'est la Guerre du Golfe*". Ce qui peut s'entendre dans les deux sens : la guerre du Golfe est le premier pas d'une stratégie politique des Etats-Unis pour se préparer à affronter le monde hypertendu qu'implique leur politique énergétique (mais pas seulement la leur). Ce qui nous introduit au second thème des interprétations anti-bellistes de la Seconde Guerre du Golfe : une guerre pour l'hégémonie U.S.

LA GRANDE TRANSFORMATION DES ANNEES 80.

Souvenons-nous du Sommet de l'Arche, le 15 Juillet 1989. Les années 80 s'achevaient sur l'échec lamentable du "camp socialiste". Une aurore se levait sur le monde. L'Occident, magnanime, tendait la main au Tiers-Monde, promettait de lever le fardeau de la dette, et déjà Georges Bush élargissait ce geste généreux vers ce nouveau Tiers-Monde auquel se réduisait le "Second Monde", une fois débarrassé de son vernis socialiste. Quelques mois encore, et l'écroulement du Mur de Berlin parachèverait la victoire du "camp américain". Par continuité, les résolutions du Conseil de Sécurité, à partir du 2 Août 1990, nous montraient une super-puissance unique orchestrant, au nom d'un Nouvel Ordre International, l'unanimité des puissances assagies sous son calme leadership. Quelques mois plus tard, les USA et quelques Etats alliés (Européens ou Arabes) semblent mener une guerre d'anéantissement privée, avec la discrète réprobation de l'URSS, du Japon et de la plupart des pays d'Europe (y compris au sein de la coalition), et sous les huées de la rue arabe, avant-garde d'une nouvelle vague d'anti-américanisme dans le Tiers-Monde.

En réalité, derrière la fin de la Guerre Froide par K.O. du "camp soviétique", une toute autre lecture des années 80 était possible. Une formidable bataille s'était livrée en sous-main, au sein même des pays capitalistes avancés, entre deux options quant à la sortie de la Grande Crise des années 1970.

D'un côté, le Thatcherisme dès 1979, puis le Reaganisme dès 1981, rejoints par les experts de l'OCDE, du FMI, du GATT, et à partir de 1983 par le gouvernement socialiste français, puis le PSOE espagnol et tant d'autres, avaient choisi la voie d'une rupture des anciens compromis capital-travail qui avaient encadré les Trente glorieuses années de l'Après Guerre. Il fallait se rendre à l'évidence: les lourds investissements requis par la "nouvelle révolution technologique" n'entraînaient pas une hausse suffisante de la productivité du travail, d'où une baisse générale de la rentabilité. La solution choisie par ce groupe de pays, le "libéral-productivisme", consista à révoquer les "avantages sociaux": démanteler l'Etat-Providence, éroder les conventions collectives, "flexibiliser" et précariser le travail salarié.

Cette voie sembla faire l'unanimité au milieu des années 80. Il n'en était rien¹³. D'autres pays, le Japon, la Scandinavie, l'Allemagne et plus généralement "l'arc Alpin" (Suisse, Autriche, Italie du Nord) avaient suivi une autre voie: la "mobilisation de la ressource humaine" dans la mise en oeuvre des nouvelles technologies. Mobilisation qui exigeait des contreparties, au moins vis à vis d'une aristocratie de salariés. Cette stratégie de "l'implication négociée", où les travailleurs obtenaient, en échange de leur implication dans la bataille pour la productivité des processus et la qualité des produits, des contreparties sociales non négligeables (emploi à vie, partage renouvelé des "fruits de la croissance") semblait a priori bien coûteuse pour le capital. Au Japon, le salarié moyen de Toyota gagne, à 40 ans, une fois et demi le salaire d'un directeur de recherche du CNRS français. Le métallurgiste allemand, qui gagne 1,6 fois le salaire de son "concurrent" français, a déjà obtenu l'engagement de ne travailler que 35 heures en 1993. Et pourtant...

La grande nouvelle de la fin des années 80, c'est la victoire écrasante du second groupe de pays sur le premier. Victoire selon les normes du capitalisme, bien sûr: PNB par habitant, taux de profit, appréciation de la monnaie, et surtout excédent commercial. Depuis 1985, et bien qu'ils aient presque dévalué de moitié leur monnaie par rapport au Yen et au Mark, les Etats-Unis ont encaissé un déficit commercial presque régulier de 10 milliards de dollars par mois. Leur dette extérieure est aujourd'hui supérieure à la moitié de la dette totale du Tiers-Monde. Et, comme pour le Brésil des années 70, cette dette à présent s'auto-entretient: même si le déficit commercial était jugulé par une sévère récession, le service de la dette continuerait à creuser le déficit de la balance des paiements courants. Le désastre intérieur est encore plus spectaculaire: écroulement du système bancaire, du système d'éducation et de santé, épouvantable polarisation de la société entre "gagnants" et laissés pour compte, explosion de la criminalité urbaine... et pénétration massive du capital japonais (et européen) dans les secteurs clés de l'économie américaine. Cette "brésiliianisation" annoncée des Etats-Unis¹⁴ s'est déjà reproduite en Grande-Bretagne. Le passage de la France dans le camp des pays à déficit en produits industriels, à polarisation des revenus et à "émeutes urbaines", qui s'est affirmé tout au long des deux dernières années, traduit, avec les retards et les nuances qui s'imposent, l'implacable logique d'un choix de "restructuration" erroné.

Cette débâcle américaine a cependant une énorme contrepartie : une puissance militaire colossale. On a même dit que c'est le poids de la Défense Nationale, dans les pays du premier groupe, qui, asséchant les fonds disponibles pour la recherche civile, aurait entraîné la défaite de ces pays devant l'Allemagne et le Japon "dispensés" du coût de leur propre défense. La preuve est faite en tout cas que les dépenses militaires n'ont aucunement l'effet d'entraînement promis sur l'économie civile¹⁵. Il ne faut pourtant pas s'abuser : le déclin américain (et britannique et français) n'est pas tant le résultat des gaspillages militaires que d'une erreur plus fondamentale dans la gestion sociale du rapport capital-travail. Et s'il faut chercher une liaison entre ces deux chaînes de causalité indépendantes (surarmement et choix erronés dans la réforme du rapport capital-travail), je la chercherai plutôt du côté de l'influence du modèle hiérarchique militaire sur les relations de travail civiles (et non directement du côté de la mauvaise allocation des recherches technologiques). J'irais même jusqu'à avancer (avec plus de prudence) que c'est vrai *aussi* dans le cas soviétique.

Reste cette énorme machine de guerre, la seule au monde à pouvoir se projeter contre toute menace géopolitique d'où qu'elle vienne. Et c'est l'atout majeur des Etats-Unis pour conserver leurs positions à l'aube du XXI^e siècle. "Pour régner en maître, contrôler le Japon, disloquer l'Europe, et contenir toute velléité autonome dans le Tiers-Monde", ajoutent bien souvent les anti-bellucistes, mais aussi les plus triomphalistes du camp belluciste. Là encore, cette affirmation mérite nuances et approfondissements.

Balayons d'emblée un fantasme paranoïaque : grâce au contrôle du Golfe, les USA seraient en mesure d'étrangler l'Allemagne et le Japon. Soyons sérieux. Il n'y aura jamais qu'un seul prix du pétrole sur le marché mondial, le même pour les importations américaines ou japonaises. L'expérience a montré que c'est à l'époque du "pétrole cher" (années 73-85) que le Japon et l'Allemagne ont "distancé" les Etats-Unis (et c'est normal : quand les clients sont riches, les exportateurs les plus compétitifs sont rois). Et si (comme leur stratégie énergétique le suggère) les Etats-Unis, maîtres du Golfe (s'ils y arrivent !), imposent un pétrole bon marché, on ne voit pas en quoi cela gênera le Japon et l'Allemagne, qui sont maintenant capables de développer, hors OPEP, leurs propres "zones de coprosperité".

Balayons aussi un cliché journalistique : l'Allemagne et le Japon, "géants économiques, nains politiques". L'Allemagne et le Japon ne sont pas des nains politiques. Au contraire, ils ont manœuvré remarquablement bien face à la guerre du Golfe. Seulement, leur forme d'"*imperialism*" n'est pas celle des Etats-Unis, ni de la France, ni de la Grande Bretagne.

Le cas Allemand nous est familier. Si l'Allemagne semble, jusqu'en Février, jouer un rôle effacé, c'est qu'elle avait d'autres choses à faire : absorber et reconstruire un pays de 18 millions d'habitants (que la politique démagogique de fusion sans transition du chancelier Kohl avait préalablement ruiné) tandis que les Etats-Unis s'attelaient à la tâche, nettement plus simple, d'en anéantir un autre de même taille. L'Allemagne devait par ailleurs surveiller du coin de l'oeil sa future zone d'expansion, où l'URSS, contre un vote favorable au Conseil de Sécurité, avait obtenu quartier libre de la part de Bush. Elle devait enfin ne pas se couper du flanc Sud de sa zone d'influence traditionnelle, l'ex-Empire Ottoman, dont la France était en principe chargée. Nous essaierons plus loin de comprendre pourquoi le "ministère européen des affaires africaines et moyen-orientales", la République Française, a déçu les intérêts de l'Europe. Mais tournons-nous d'abord vers le Japon où j'ai eu la chance, expérience forte instructive, de passer la moitié de l'automne de la marche à la guerre.

En Septembre-Octobre, les deux quotidiens de la presse japonaise en langue anglaise construisaient leur "une" en trois rubriques : le débat sur le caractère religieux du sacre de l'empereur, la guerre du Golfe et la "crise du riz". Le premier thème a servi de pôle de ralliement à tous ceux (syndicalistes, féministes, écologistes) qui refusaient l'amendement constitutionnel, proposé par le Premier Ministre Kaifu, qui aurait autorisé le Japon à intervenir militairement dans le Golfe. Après un mois de bataille acharnée, la question fut réglée en deux jours quand, de manière sans doute coordonnée, tous les pays de la future "zone de coprosperité" japonaise, Corée du Sud, Corée du Nord, Chine (les deux), Indonésie, Malaisie, déclarèrent qu'il serait "regrettable que le Japon revienne sur la scène internationale dans le rôle de puissance militaire". Aussitôt, les caciques du parti au pouvoir, le PLD, firent comprendre à M. Kaifu qu'il serait stupide de perdre l'amitié de nos chers clients pour une si mince affaire...

Restait la question de la participation *financière* à la guerre, et la "crise du riz". Sous ce titre était visée l'ultime offensive des USA pour percer le mur du protectionnisme agricole dans la phase finale de l'Uruguay Round aux négociations commerciales du GATT. Le Japon (comme la Corée du Sud et bien plus que l'Europe) avait en effet choisi, après la guerre, de garantir son indépendance alimentaire par un soutien sans faille à l'agriculture familiale. Ce système, qui met le prix du riz au Japon à dix fois le cours mondial, garantit au plus modeste riziculteur (et presque tout ancien ouvrier peut redevenir riziculteur) un revenu non négligeable. Résultat : malgré la faiblesse notoire de son Etat-Providence, le Japon reste un pays presque aussi égalitaire que la Suède. Cet "Etat-Providence rizicole" aurait été purement et simplement démantelé si le Japon avait cédé aux exigences de l'administration Bush.

Qu'on imagine la situation en Octobre. L'administration américaine était alors aux abois, ne pouvant littéralement plus boucler son budget annuel, au point de mettre en chômage technique ses gardiens de musées et de parcs nationaux. Or, par l'achat des Bons du Trésor fédéraux, le Japon assurait les fins de mois de cette même administration devenue insolvable. Il fallait absolument "acheter quelque chose" aux Américains, alors que le Japon était bien plus compétitif que les Etats-Unis sur toutes les productions industrielles, sauf les avions. Et voici que les Etats-Unis leur proposaient un choix : acheter leur riz, ou payer une armée chargée de défendre "leurs intérêts communs" dans le Golfe.

Situation, à bien y réfléchir, hallucinante. L'ancien vainqueur, l'ancien maître du monde, se retrouvait dans la position ridicule d'un pays exportateur de matières premières cherchant à brader sa marchandise pour payer ses importations de haute technologie, ou des barbares faisant le siège du Sénat Romain pour lui louer des légions de mercenaires sous prétexte de défendre l'Empire contre d'autre barbares plus lointains. Ou, plus exactement, de ces "Condoitieri" de la Pré-Renaissance Italienne louant, aux riches villes bourgeoises, des Grandes Compagnies de mercenaires pour compléter leurs milices.

En Décembre, le Japon choisit de refuser le riz, et de prendre à gage les mercenaires : ce fut l'échec de l'Uruguay Round au GATT. En Février, il fut précisé que le budget des mercenaires (9 milliards de dollars) serait déduit du budget de la milice japonaise. Rien ne

devait être soustrait aux armes véritables de la puissance japonaise : celles de la finance et de la technologie.

CONDOITIERI OU GENDARMES ?

Voici donc la première forme du "monnayage" de la puissance militaire des Etats-Unis : la vente forcée de mercenaires. Ce n'est pas négligeable. On peut en effet analyser les dépenses militaires des Etats-Unis dans le Golfe (estimées à 500 millions de dollars par jour) comme une pure exportation : les armes et les hommes, leurs munitions et leurs boîtes de conserves, sont des productions intérieures aux Etats-Unis (il faut cependant en défalquer les importations nécessaires : on dit qu'un tiers de l'électronique embarquée par les "armes intelligentes" américaines serait à base de microprocesseurs japonais). Pour autant que le coût en est payé par des étrangers, il s'agit bel et bien "d'exportations de biens et services", au même titre que les ventes de Boeing 747 au Japon, ou que les rapatriements des revenus de travailleurs portugais émigrés en Allemagne. Or les Etats-Unis auront obtenu de leurs bailleurs de fonds 51 milliards de dollars pour la location de ce service mercenaire (Japon: 9, Allemagne: 5, Arabie Saoudite: 15, Koweït: 12). Soit 102 jours de combat, mais surtout... entre 5 et 8 mois de déficit commercial ¹⁶⁾

Entendons-nous bien. Je ne dis pas que les Etats-Unis s'approprient à équilibrer en permanence leur balance des paiements par la vente forcée de leurs mercenaires aux pays excédentaires. Je dis déjà que cette vente peut à l'avenir demeurer une part non-négligeable de leurs revenus annuels, et que, dans ces conditions, les Etats-Unis ont intérêt à ce que, dans un monde où croissent irréversiblement les tensions autour des îlots de richesses, ces tensions soient réglées par la force plutôt que par la négociation. Je dis aussi que, comme tout condoitieri soucieux de son avenir, les Etats-Unis vont chercher à louer *soifaitement* (à l'année, et sur bail tacitement reconductible) leurs armées aux riches cités dépourvues de moyens de défense qui leur soit propre ¹⁷⁾. Je dis même qu'ils vont chercher à faire *officialiser*, institutionnaliser ce rôle, et s'assurer des avantages permanents sur leurs bailleurs de fonds du fait de ce "monopole de la violence légitime". De condoitieri, ils vont chercher à se faire "gendarmes du monde".

Gendarme ou condottiere, ce n'est pas la même chose ¹⁸. Le gendarme est un fonctionnaire, payé en permanence. Il est certes souhaitable, pour le budget de la gendarmerie, que l'insécurité se maintienne à un niveau qui justifie les dépenses à elle consacrées. Il est surtout indispensable que la gendarmerie observe en permanence les formes légales qui consacrent la légitimité de ses forces armées, que ses interventions restent dans le strict domaine de la loi et du maintien de l'ordre tel que défini par quelque législateur, et sous l'autorité d'un exécutif lui transférant des ressources à partir de quelque ministère du budget.

D'où l'importance prêtée à l'ONU et au Conseil de Sécurité par les Etats-Unis au cours des six premiers mois de la crise, jusqu'à la "678" et même un peu après. L'ONU, ce machin auquel les Etats-Unis de Reagan rechaient il y a peu à payer ses cotisations, se voyait en effet reconnaître le statut du "Corps législatif" chargé de voter le budget de la gendarmerie mondiale. Le "Bouclier du Désert" devait apparaître comme une stricte opération de police intérieure à la Planète.

Tout autre est le statut du condottiere. Lui doit susciter les désordres qu'il est censé combattre: c'est son gagne-pain. Pompier incendiaire, toujours à la limite du racket, il a partie liée avec les autres condottieri, avec les Grandes Compagnies de brigands sans employeur, qui servent de prétexte à ses propres services. Un gang qui se rend, un ennemi de l'ordre qui capitule, c'est une catastrophe pour le mercenaire. D'où la panique qui a saisi l'administration Bush, dans la folle semaine du 15 au 23 Février, quand le bandit Saddam a menacé de se rendre aux objurgations de l'Union Soviétique, ancienne grande puissance cherchant à se remettre en selle dans le rôle du "ministère des humiliés et des déshérités" par l'inévitable entremise de l'Iran. J'ai dit plus haut en quoi cette reddition prenait la figure d'un "scénario catastrophe", encore n'étais-je pas tout dit. Si l'Irak, selon le propre discours de l'Etat-Major américain, était déjà au bord de l'effondrement, il n'y avait rien de catastrophique à laisser rentrer, dans un pays en ruine, son armée démantibulée. Rien... sauf pour le Condottiere chargé de lui donner l'assaut ! D'où l'abandon de toute référence sérieuse au Conseil de Sécurité, au Droit, à la libération du Koweït. Embauchée pour 102 jours, la Grande Compagnie de Georges Bush exigea de mener à terme son contrat ¹⁹.

Condottiere ou gendarme: les deux faces de la "puissance des Etats-Unis" à l'aube du XXI^e siècle resteront longtemps indiscernables. Les USA joueront en permanence et en alternance le travail à forfait et le contrat à objectif limité, ils essaieront en permanence d'impulser un style aux rapports internationaux nécessitant le recours à la force, ils essaieront toujours, et toujours en vain, de légitimer, de pérenniser cette nécessité. "L'intifada généralisée" à l'ensemble du monde arabe, voire du monde islamique, par quoi risque de se solder la "victoire de l'Occident" dans la Deuxième guerre du Golfe, est donc, dans tous les cas de figure, pain béni pour les Etats-Unis. Tout est même déjà prêt pour une Troisième Guerre du Golfe (Turquie-Iran-Syrie-Restes de l'Irak, sans compter les Kurdes, Israël, j'en passe et de pires), et l'armée US est déjà sur place. Il ne lui reste plus qu'à choisir ses futurs employeurs et ses futurs ennemis.

Plus sérieuse est la question, la seule question: quel degré de domination géopolitique ce rôle irremplaçable de condottiere ou de gendarme pourra-t-il finalement assurer aux Etats-Unis ? Certainement pas "l'hégémonie" mondiale, la direction indiscutée des affaires du monde qu'ils exerçaient encore vingt ans auparavant. A l'aube du XXI^e siècle, le monde est *multipolaire*, durablement.

Encore faut-il s'entendre sur ce terme. Le "scénario multipolaire" fut évoqué dès les années 1970 par les spécialistes les plus sensibles au début du déclin de l'empire américain. Mais il s'agissait alors d'une multipolarité purement géographique: aux Etats-Unis, les Amériques, à l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique, au Japon, l'Asie de l'Est. Le vaste "centre mou" du monde (pays "socialistes" déjà économiquement vaincus, sous-continent indien) serait probablement disputé entre l'Europe allemande et le Japon. Ce schéma *reste* valable, mais nous venons de voir s'y superposer une *autre* multipolarité, *fonctionnelle* celle là: au Japon et à l'Allemagne la domination technologique et commerciale (avec de beaux restes pour les Etats-Unis), aux USA la domination militaire. La question qui nous intéresse ici est la suivante: la puissance du "ministère mondiale de la gendarmerie" va-t-elle permettre au "condottiere" américain, au delà du salaire de son mercenariat, de déplacer les limites de son orbite géographique, voire de peser sur les règles du jeu économique mondial lui-même ?

La métaphore du "modèle italien" qui nous a servi de guide ne nous éclaira pas vraiment. Certes, des villes-états italiennes ont pu tomber, transitoirement, sous la coupe d'un condottiere ambitieux, de serviteur devenu le maître. Mais au début du XVI^e siècle, les grands centres de l'économie-monde, Pise, Gênes, Florence, et surtout Venise, sont restés sous le contrôle de leurs élites capitalistes, et les Medicis, tyrans de Florence, étaient d'abord des banquiers. Surtout, l'ordre mondial a toujours été mis en forme par ces puissances économiques: "Au loin, dit F. Braudel, seuls comptent les *marchands*"²⁰. Même la puissance strictement militaire de la Maison d'Espagne ne lui a pas épargné de tomber, avec toutes ses colonies américaines, sous la coupe de Gênes, puis d'Anvers et d'Amsterdam²¹.

D'ores et déjà, nous l'avons vu, la marche à la guerre s'est soldée par une capitulation américaine devant le Japon et l'Europe sur le front du GATT. Des scénarios de revanche ne sont certes pas à exclure (un nouveau "round" de négociations commerciales où les Etats-Unis joueraient du chantage explicite à la force), mais on ne voit guère par quelle médiation le rapport de force militaire en faveur des Etats-Unis pourrait se convertir en avantage économique. Il est facile d'occuper la Grenade ou Panama, plus difficile d'écraser l'Irak, on ne voit pas quelle politique de la canonnière pourrait ouvrir le marché japonais du riz. Régionalement, toutefois, le déplacement est net. On devine que les marchés d'Arabie seront mieux disposés aux exportations militaires américaines, mais il n'est pas sûr qu'ils soient interdits aux exportations civiles japonaises ou allemandes²². Par ailleurs, à travers la Turquie, les Etats-Unis pourront enfoncez un coin entre l'Europe et son flanc Sud-Est²³.

Encore une fois, c'est probablement dans les troubles venus du Sud (et du méga-Irak que peut devenir l'URSS en décomposition) qu'il faudra sans doute attendre de nouvelles opportunités de "contrats" pour les Etats-Unis : sanctions contre les mauvais payeurs, exécution des puissances ascendantes, etc. A nouveau le gendarme ou le condottiere, pas vraiment l'hégémonie ! Et pas non plus le "Nouvel Ordre du Droit International".

ET LA FRANCE ?

Dans le nouveau régime international, la France n'opère plus que par le filtre de son rôle dans l'Europe. Ce n'est pas forcément une faiblesse : ce peut être un levier.

L'Europe est en effet un microcosme du système mondial, en mieux coordonné. Les principaux Etats y conservent en effet une aire d'influence mondiale spécifique, et cette multipolarité géographique se redouble d'une multipolarité fonctionnelle. L'Allemagne y joue le rôle de ministre de l'industrie et des finances (donc, de facto, celui du Premier ministre), la France y tenait le "ministère du Tiers-Monde", plus spécifiquement en direction de la Méditerranée, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Lorsque, le 24 Septembre, François Mitterrand prononça le célèbre discours à l'ONU qui eût pu changer la face des choses ("Il suffit que l'Irak annonce son retrait pour que tout devienne possible... y compris l'examen de la question palestinienne"), il emportait certainement le soutien tacite et bienveillant de l'Allemagne. Comment alors la France a-t-elle pu glisser vers l'acceptation de la résolution 678, puis sembler se rattraper in extremis par le "plan" du 15 Janvier (après quatre mois de passivité diplomatique apparente), puis se fondre totalement dans le dispositif diplomatico-militaire américain, jusqu'au rejet sévère du plan soviétique et à l'engagement terrestre vers As-Salman ?

L'argument "parce que Saddam a tout refusé" ne tient pas : l'URSS, elle, est arrivée à tirer son épingle du jeu diplomatique. Ce qui fait problème, c'est le changement de positionnement de la France, que marque le vote hostile à la guerre de ses anciens ministres des Affaires Etrangères et de la Défense, puis la démission de J.P. Chevènement.

La première raison fondamentale me semble être à rechercher dans la crise du système-Europe. A l'évidence, le "levier" Paris-Bonn fut bloqué, et spectaculairement, dans la première semaine de Janvier, par deux autres pays de la CEE : la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, qui firent obstacle à toute politique européenne autonome par rapport aux Etats-Unis. Cette hostilité (à un axe Paris-Bonn) a des raisons intrinsèques : la peur d'une Europe Allemande de la part de ces deux pays. Mais, au delà, l'axe Amsterdam-Londres-Washington renvoie à une tendance historique beaucoup plus lourde. Il s'agit des trois dernières capitales de "l'économie-monde" (au sens d'I. Wallerstein et de F. Braudel) capitaliste. Ces trois centres ont successivement gouverné le monde, ils sont aussi le berceau des "Sept Soeurs", les grandes compagnies pétrolières qui contrôlaient le Moyen-Orient jusqu'en 1973. La "culture impériale" de ces pays est radicalement différente de la forme d'hégémonie que visent aujourd'hui l'Allemagne et le Japon. Les empires hollandais et britannique furent de

véritables empires coloniaux, soutenus par une flotte capable d'interventions militaires. Les Etats-Unis se dégagèrent de la nécessité d'une occupation directe du territoire, mais conservèrent une culture d'intervention militaire directe. Plus tard venus, l'Allemagne et le Japon tentèrent eux aussi de se tailler un empire, mais (par deux fois en ce siècle pour l'Allemagne), leurs empires furent démantelés. Après cette expérience cuisante, ces deux pays renouent aujourd'hui avec la tradition italienne de l'empire désarmé : la domination purement capitaliste sur une "sphère de coprospérité".

Or la France, et plus particulièrement sa sociale-démocratie, est plutôt imprégnée de la culture "militaire" de l'empire. Suez et l'Algérie (deux exploits de gouvernements auxquels participa François Mitterrand) auraient pu l'en guérir. Mais faute d'un soutien suffisant de la CEE à une politique alternative, le vieux tropisme ne pouvait qu'entraîner la France vers l'alignement... sur la Grande Bretagne. D'autant plus que la France partageait les craintes anglo-hollandaises vis-à-vis de la puissance allemande. Comme l'Angleterre (et au fond comme les Etats-Unis), elle pouvait chercher à monnayer sa puissance militaire et sa place au Conseil de Sécurité pour contrer l'hégémonie économique allemande. En outre, troisième exportateur d'armes mondial, elle ne pouvait se résoudre tout à fait à une politique de désarmement négocié chez ses clients.

Ici viennent au grand jour les racines cachées du "double jeu français" qui fait hurler à la trahison la "rue arabe". La France oscille depuis des décennies entre sa culture impériale de petite grande puissance à l'ancienne, et les discours de Phnom-Penh et de Cancun : ministère local de la gendarmerie/ministère de la coopération... Sa "politique arabe" traduit parfaitement l'ambiguïté : long soutien à Hassan et à Hussein (deux dictatures expansionnistes), plus discours pro-palestinien. La crise du Golfe poussa au paroxysme la contradiction, mais dans une conjoncture où les mêmes raisons qui poussèrent les Etats-Unis à s'affirmer comme condottiere, face à l'Allemagne et au Japon, poussaient aussi la France à adopter la même attitude : elle fait *aussi* partie du bloc des vaincus de la guerre économique des années 1980.

Mais n'est pas condottiere qui veut. La France ne ramassa qu'un milliard de dollars de la main du Koweït, et un pourboire de la part de l'Allemagne et de la Belgique (plus peut-

être que le coût réel de sa participation à l'expédition, mais moins que la solde de la Grande Bretagne). Régis Debray a justement parlé de "valet d'armes"²⁴. La métaphore se file assez bien. Car, si l'on met à part sa brillante chevauchée à travers le Sud irakien (après tout, la France était le dernier en date des coalisés à avoir eu l'occasion de s'exercer à la guerre du désert: au Tchad), de quoi les Américains furent-ils gré à l'opération Daguet ? Pas tant de l'efficacité de ses armes, que de l'excellence de ses rations alimentaires (qui s'échangeaient contre 3 rations US), et de sa logistique. Hôtellerie et transport : l'excellence militaire reflète ces mêmes créneaux par lesquels l'économie française essaie de s'insérer dans l'Europe...

Devenue ainsi une Grande-Bretagne comme une autre, sacrifiant ses "priorités" (l'enseignement, la recherche) à ses investissements militaires. Le président Mitterrand dut intervenir pour que ces deux postes, déjà notoirement insuffisamment dotés par rapport aux normes japonaises et allemandes, ne soient pas encore amputés dans le plan d'économies budgétaires de Mars 1991, donc s'engageant *durablement* dans ses nouvelles fonctions, la France abandonnait du même coup, aux yeux de l'opinion arabe et des gouvernements actuels et futurs de la région, tout l'acquis du "double jeu" gaulliste. Le ministère européen du Tiers-Monde était déserté.

A jamais ? Bien sûr que non. De même que François Mitterrand se sépara de J.P. Chevènement qui, privilégiant l'autre pôle de la contradiction, s'était révélé inapte au ministère de la gendarmerie, de même l'Allemagne, désarçonnée un moment par la désertion française, se mit en recherche d'un nouveau "ministre du Tiers-Monde". Les candidats ne manquaient pas.

Dès le lendemain du "massacre du bunker", le 15 février, l'Espagne et l'Italie posaient leur candidature en proposant de suspendre le bombardement des civils irakiens. Mais surtout Gorbatchev s'engouffra dans la place laissée vacante. Très significatif fut le coup de téléphone direct entre le chancelier Kohl et M. Gorbatchev *pendant* la discussion décisive de ce dernier avec Tarik Aziz. Dans les heures qui suivirent, Gorbatchev tenta de se coordonner avec l'Italie, et n'appela F. Mitterrand que le Samedi 23 Février ("à l'heure du déjeuner" nota ce dernier, agacé), à quelques heures de l'hallali. Dès lors l'italien De

Michelis pouvait avancer son plan de réforme du Conseil de Sécurité : l'entrée de l'Allemagne, du Japon, et de l'Italie. Un vieil "Axe" sans doute promis à un bel avenir...

"Si je savais quelque chose, notait Montesquieu dans ses *Cahiers*, qui fut utile à ma patrie, mais nuisible à l'Europe, ou utile à l'Europe, mais nuisible à l'Humanité, je la regarderais comme un crime". Par son engagement militaire dans le Golfe, la France se sera perdue aux yeux du monde arabe, elle aura abandonné l'espace d'action autonome de l'Europe, elle aura défiguré l'idée d'un Droit international. Pour un petit milliard de dollars du Koweït.

Rien n'est jamais irréparable, ô certes. Mais il est des blessures que l'Histoire met longtemps à cicatriser. Le prochain affrontement mondial (Nord-Sud, et au sein du Nord) sur la question du "Droit International" est déjà programmé, et lourdement hypothéqué par le précédent du Golfe : c'est la négociation sur l'Environnement en vue de la Conférence de Rio de Janeiro (1992). Mais c'est déjà une autre histoire...

Alain LIPIETZ

NOTES

1. Voir l'appel de J. Daniël, P. Vidal-Naquet et al. dans *Libération* du 21 Février.
2. "Appliquer aussi fermement les résolutions sur la Palestine que celle sur le Koweït" entend-on dire ici et là, parmi les propres partisans de la résolution 678. Soyons clairs. Il serait parfaitement légitime (et efficace) de proclamer immédiatement l'embargo commercial et financier sur Israël jusqu'à l'application intégrale de la 242. L'Etat Palestinien (de la 181) n'a même pas à être créé, puisque consulairement il existe déjà (comme d'ailleurs la neutralité de Jérusalem), et que ni l'Egypte, ni la Jordanie, n'ont plus de revendication sur Gaza et la Transjordanie. Mais toute nouvelle "678" menaçant d'écraser Israël sous les bombes sous un délai de 6 mois rencontrerait une opposition aussi légitime et, cette fois, presque unanime, et j'en serais !
3. Rappelons tout de même c'est dans les rangs des "pacifistes" qu'on retrouve ceux qui (dans le silence fracassant des médias) avaient dénoncé pendant 10 ans les ventes d'armes à l'Irak agresseur de l'Iran.
4. Pas franchi sans pudeur par D. Sibony (*Libération* du 9 Août) et Haroun Tazieff (*Evènement du Jeudi*, 14 Février) : "Même Hitler n'avait pas gazé ses propres citoyens!"
5. Telle est du moins l'interprétation qui ressort du livre de P. Salinger et E. Laurent *Guerre du Golfe : Le dossier secret* (Orban, Paris, 1990). Après la guerre, l'ambassadrice américaine en Irak nia l'exactitude des termes de son entretien du 25 Juillet 1990 avec Saddam Hussein tels que rapportés par la chaîne ABC et reproduits dans ce livre. Elle semblait en effet y multiplier les "feux verts", allant jusqu'à affirmer que le différend irako-koweïtien ne "concernait pas l'Amérique". Dénégation bien tardive, et d'autant moins crédible que le monde entier a bel et bien entendu le Président Bush, avec la même félonie consommée, appeler le peuple irakien à l'insurrection, pour ensuite la laisser écraser sans lever le petit doigt, et même en rendant à Saddam ses hélicoptères.
6. C. Harmelle "Et si les Arabes n'étaient pas fascinés par Saddam Hussein ?", *Libération*, 21 Août.
7. Remarquons ici que le Pakistan et la Syrie sont presque aussi bons candidats pour la prochaine "raclée", du point de vue de la "menace potentielle".
8. Dans les deux cas, une monstrueuse "bavure" américaine, assumée sans regret, a certes convaincu l'adversaire (Khomeiny ou Saddam) du jusqu'au-boutisme effrayant de l'administration US. Dans les deux cas, la décision de négocier l'arrêt des combats suivit bientôt. Malgré les précédents de Dresde et Hiroshima, nous ne pouvons en

conclure que tel était le but *déliéré* de ces "bavures"... Ce qui est significatif, c'est le cynisme digne d'Alciade avec lequel l'administration américaine poursuit ses buts de guerre contre des populations réduites à des abstractions "collatérales".

9. Voir le rapport de James Grand, secrétaire général de l'UNICEF, 26 Mars 1990.
10. "Une guerre ni nécessaire, ni urgente", *Revue Politique et Parlementaire*, Décembre.
11. Chiffres 1989, année "normale". Il va de soi que, comme elle l'a prouvé depuis la guerre, l'Arabie Saoudite peut parfaitement couvrir une part bien plus grande du marché.
12. Voir le rapport aux Nations Unies de Mme G. BRUNDTLAND, *Our Common Future*, Oxford. Univ. Press (1987) et le dossier "Les économies d'énergie" de *La Recherche*, Février 1991.
13. Voir A. LIPIETZ, *Choisir l'audace. Une alternative pour le XXI^e siècle*, La Découverte, 1989.
14. Voir Alain LIPIETZ, *Mirages et miracles*, La Découverte 1985.
15. Voir F. Chesnais *Compétitivité internationale et dépenses militaires*, Economica, 1990.
16. Attention. La facture d'une expédition militaire financée par l'étranger n'est bénéficiaire pour l'Administration qui l'organise que par son écart avec son coût réel. En revanche, pour le Compte d'Echange des Biens et Services de la *Nation* exportatrice, elle doit être portée entièrement à l'actif, même si elle est facturée à prix coûtant.
17. Les "arrangements de sécurité" qui se négocient actuellement au Moyen Orient illustrent parfaitement cette "forfaitisation".
 - * D'abord (mais c'est classique, quoiqu'on aurait pu espérer que le leçon irakienne tempère la course aux ventes d'armes), les Etats-Unis vendent quelques 15 milliards de dollars d'armement à leurs alliés du Machrek.
 - * Ensuite, ils entrent des armes lourdes et sophistiquées à demeure dans les petits émirats... au frais des pétromonarchies.
 - * Enfin, la Syrie et l'Egypte fournissent l'infanterie pour défendre ces pétromonarchies, et, avec leur solde, ils achètent du blé aux Etats-Unis.
18. Un débat avec Oreste Scalzone dans le cadre du Forum pour une Paix Juste et durable au Moyen-Orient m'a amené à clarifier ce point.

19. Pour les raisons évoquées plus haut (laisser au Baas les moyens de maintenir l'ordre en Irak), Georges Bush interrompit pourtant l'offensive du Général Schwarzkopf. La guerre coûta donc moitié moins cher que prévu, et les bailleurs de fonds (l'Allemagne en tête) commencèrent légitimement à contester le devis. A l'heure où j'écris ces lignes, les Etats-Unis n'ont reçu que 7,2 milliards du Japon, 7 milliards du Koweït,

- 6,9 de l'Arabie Saoudite, 4,9 de l'Allemagne (déclaration du porte-parole du Pentagone, Bob Hall, 28 Mars 1990).
20. *Le modèle italien*, Arthaud.
21. Argument d'ailleurs développé par Paul Kennedy dans le *Wall Street Journal* (25 Janvier) à l'encontre de l'expédition du Golfe.
22. Le quasi-monopole que les Etats-Unis semblent s'être assuré dans la reconstruction du Koweït ne doit pas faire illusion. Le Koweït était déjà dans la zone américaine, et il faudra attendre les comptes définitifs.
23. Le Turquoise est, plus encore que l'Iran, le grand vainqueur local. Durablement privée d'accès à la CEE par la question cyproite et sa conception particulière des droits de l'Homme, la Turquie peut espérer le soutien des USA dans un projet alternatif de reconstruction de sa zone d'influence, en s'appuyant sur toute la zone turcophone ou musulmane de l'ancien monde "socialiste" en décomposition, à l'interface entre l'Europe et l'Asie, de la Bosnie à la Trans-Oxiane.
24. *Le Nouvel Observateur*, 14 Février 1991.